

GRAND ORIENT DE FRANCE



Science
Citoyen

technique

politique

État

LIVRE BLANC

Après

Les Cahiers thématiques



travail égalité

santé monde

République fraternité

économie

solidarité laïcité

Citoyenneté

individu

société

liberté

Citoyenneté

Cette réflexion a été menée par les :

Respectable Loge, Louise Michel, Orient de Limoges, Région 5

Respectable Loge, Les Enfants de Gergovie, Orient de Clermont-Ferrand, Région 5

Respectable Loge, L'Allobrogie, Orient d'Annecy, Région 6

Respectable Loge, Fraternité Cévenole, Orient de Bédarieux, Région 8

Respectable Loge, Triple Union, Orient de Dinan, Région 9

Respectable Loge, Émancipation Brayonne, Orient de Rouen, Région 9

Respectable Loge, Fraternité Normande, Orient d'Évreux, Région 9

Respectable Loge, République Malouine, Orient de Saint Malo, Région 9

Respectable Loge, La Parfaite Égalité, Orient Rouen-Canteleu, Région 9

Respectable Loge, Charles de Montesquieu, Orient de Paris, Région 11

Respectable Loge, Harmonie, Orient de Paris, Région 12

Respectable Loge, Gabriel Narutowicz, Orient de Cracovie Pologne, Région 14

Respectable Loge, Union et France, Orient de Paris, Région 14

Respectable loge, Parfaite Rectitude, Orient de Marseille, Région 15

Respectable Loge, Foi et Espérance, Orient d'Angoulême, Région 16

Respectable Loge, La Paix, Orient de Tarbes, Région 17

Respectable Loge, Humanisme et Condorcet, Orient de Dax, Région 16

Souverain Chapitre Daniel Michotte, Vallée de Guyane / Amazonie

Après, L'individu et la société

Nous n'avons plus conscience, ou ne voulons pas avoir conscience que nous détériorons la terre sur laquelle poussait un arbre magnifique, que cet arbre possédait de belles et solides branches, que nous étions assis sur l'une d'elles, et que nous sommes en train de la scier ou de la laisser scier avec un regard d'impuissance... Triste et douloureux constat... !

D'un autre côté, en étant objectif, le confinement nous a fait prendre conscience de la dangerosité de la perte de nos valeurs.

Beaucoup commencent à consommer moins et acheter ce qui est produit au plus proche, français ou européen, certains se reconvertissent dans de nouvelles entreprises. On a vu, ne fusse que pour les masques, le retour des soi-disant petites mains dont le monde robotisé disait ne plus avoir besoin.

Le confinement a également démontré l'élan de solidarité qui subsiste au fond de tous.

Cette prise de conscience nous conduira espérons-le vers un nouvel environnement de travail où chacun sera reconnu comme indispensable à l'ensemble de la société.

Évidemment, ce sera un peu plus onéreux pour chacun, mais la qualité du travail rendu sera meilleure, le chômage moindre, la pollution diminuée, la relocalisation entraînant moins de cheminement des marchandises.

Nous ne pouvons empêcher les multinationales de poursuivre dans l'idéal de capitalisation, mais par un choix commun de vie plus saine, sciemment consenti, nous pourrions peut-être changer radicalement les choses.

Adopter le civisme comme maître achat, se responsabiliser individuellement et collectivement pourrions-nous le faire, Francs-Maçons ou pour le moins cesser de ne pas le faire.

Individualisme et collectivité

La pédagogie

La pédagogie est affaire de politique, car ce n'est rien d'autre que l'art de traduire en pratique notre existence collective.

Évidemment, la «recette» n'est pas nouvelle. Mais c'est dans la manière que les composantes de l'État et de toute force démocratique disponible agissent.

Nous sommes à l'ère des storytelling et des réseaux sociaux à partir d'Internet. Nous devons les utiliser. Former à l'école ne suffit plus. Informer par les médias (souvent sensationnalistes et parcellaires) ne suffit plus.

Nous devons raconter l'histoire et la collectivité au travers de supports et moyens regardés par tous. Devenons scénaristes de notre Histoire, de la République française et de ses apports citoyens, sociaux. Je n'aime pas la locution «vivre ensemble» parce qu'elle peut être comprise comme « à côté les uns des autres ». Parlons plus de citoyens d'un même pays, quelle que soit leur histoire et leur origine.

De l'incivisme à la responsabilité

Face aux risques de ruptures culturelles ou communautaires, les moyens et le temps de l'intégration dans nos sociétés appellent de nouvelles réponses, au-delà de l'école publique, du travail et de la laïcité qui furent les vecteurs d'intégrations successifs au XXème siècle. Ces réponses doivent s'inscrire dans le contexte de tensions géo politiques et religieuses actuelles.

Ainsi, les étrangers voulant obtenir la nationalité devraient étudier l'histoire du pays, intégrer ses valeurs, principes et son fonctionnement. En addition d'un service civique pour tous, il pourrait être judicieux d'intégrer plus facilement des personnes de cultures différentes à notre pays par ce biais.

Un socle commun de valeurs et de connaissances renforcerait notre collectif, éviterait des incompréhensions ou des replis communautaristes.

Afin d'obtenir un titre de séjour, de travail ou la naturalisation, les impétrants resteraient soumis à un parcours de formation, mais un examen validerait la connaissance des principes fondamentaux de la République française, des droits et des devoirs du citoyen, la connaissance de l'Histoire et de la langue française. Au travers de ces précautions, nous pourrions favoriser l'intégration des nouveaux arrivants, sans oublier la naturalisation d'office de tous ceux qui le méritent de droit.

Il faut mettre en place un service civique, favoriser le vote des citoyens par des mesures innovantes et créer un parcours de formation au civisme à l'attention des migrants.

Place et rôle des femmes dans le monde d'après

Représentativité en politique

Nos responsables politiques, en majorité des hommes, doivent donner une véritable place aux femmes dans les instances politiques et dirigeantes. Mais c'est aussi aux femmes de prendre leur destin en main et de ne plus être passive face à la difficulté d'intégrer les instances dirigeantes.

Si nous voulons réellement changer le monde afin qu'il ne ressemble pas à celui d'avant crise, l'obédience doit œuvrer pour que la société donne aux femmes la considération et la place qui leurs sont dues. C'est un grand chantier qui s'ouvre à nous car il est difficile de changer des siècles de domination masculine.

Un engagement citoyen à renouveler : un défi démocratique

Définir des missions d'intérêt général

Il s'agirait donc de réfléchir à des missions d'intérêt général dans des villages ou des quartiers en regardant leur impact, les plus-values, les limites, les nouveaux services à proposer, tout en considérant que les communes ou communautés de communes ou agglomérations pourraient proposer par

territoire, les missions d'intérêt général ad hoc. Créer un fond d'engagement citoyen financé par l'État, les collectivités, les entreprises pour identifier, soutenir et conduire des projets d'intérêt général. Ce fond viendra participer aux financements des initiatives locales d'intérêt général. Création d'une plate-forme informatique nationale qui recense et comptabilise les missions d'intérêt général au niveau local. Mise en place d'une animation d'intérêt général pilotée par les mairies et les communes/communautés de commune qui coordonnent localement le dispositif et ses nouveaux bénévoles.

La création d'une nouvelle politique publique visant à amplifier un engagement citoyen de proximité.

Après cette crise, le citoyen doit-il repenser son éthique personnelle, à savoir : la combinaison subtile de ce qu'il peut faire, ce qu'il doit faire, ce qu'il veut faire ?

Comment refonder les communs ?

Agir par l'éducation des jeunes encore scolarisés. Agir par l'information du plus grand nombre, par la discussion et l'échange. Agir par l'engagement de chacun (volontaire ou obligatoire) dans la contribution à la communauté. La « formation » ou plus exactement la transmission de nos valeurs communes est la première des démarches à renforcer. Elle permet une compréhension éclairée des choses et du monde qui n'est pas spontanément accessible à chacun. Elle favorise l'adhésion puis la contribution. Pour ceux qui refuseraient ce partage de valeurs, il est indispensable de ne pas laisser filer mais de faire remarquer, réexpliquer, puis de « sanctionner » de façon juste et pédagogique. Les communs ne peuvent pas être respectés par une seule partie des acteurs et détériorés par les autres impunément. Les non respectueux impunis renvoient un sentiment d'injustice flagrante pour ceux qui jouent le jeu, et ils sont nombreux. Le sentiment d'injustice est un des éléments du délitement de la citoyenneté.

Sans doute la citoyenneté du XXI^{ème} siècle doit être revisitée et adaptée. Mais comme les précédentes, elle ne s'exonèrera ni des droits ni des devoirs qui sont les deux plateaux d'équilibre du vivre ensemble. Observons les pays qui réussissent et adaptions ce que nous voyons. L'Islande, la Nouvelle Zélande, les pays d'Europe du Nord peuvent nous éclairer.

La globalisation du monde est une évidence car l'humanité est une et indivisible. Ce n'est donc pas le concept de globalisation qu'il nous faut questionner mais bien comment nous l'avons interprété jusqu'ici. Nous devons accompagner chacun à se sentir citoyen (droits et devoirs) du pays, de l'Europe et du monde, un citoyen éclairé porteur d'une éthique forte, soucieux des équilibres et contributeur constructif à leurs nécessaire évolution.

L'individu et la société

Il apparaît nécessaire de renforcer la démocratie participative et le sentiment d'appartenance à un même corps social et de citoyenneté. Cela peut se faire par exemple par la comptabilisation des votes blancs et par l'obligation d'aller voter, mais aussi par des référendums nationaux ou locaux.

Il apparaît nécessaire de restaurer l'autorité du corps enseignant auprès des enfants et d'initier les enfants beaucoup plus tôt à la philosophie pour leur permettre de découvrir le monde des idées et leur apprendre à penser par eux-mêmes, loin de toute affirmation dogmatique qu'ils pourraient subir, notamment dans le cercle familial.

Il apparaît impératif de remettre l'intérêt général, au sens du droit public, « au centre du village » et par exemple de promouvoir à cet effet un service national civique citoyen qui soit un moment de rencontre et de partage des valeurs républicaines de Liberté – Egalité – Fraternité.

Faire progresser l'individu dans une société collective

Comment aller plus loin et renforcer un esprit collectif ?

La première solution serait de réduire toujours et encore les inégalités par des aides du Collectif, de l'État. Mais dans une société meurtrie par des semaines de confinement où l'économie a basculé dans des pertes soudaines, où la dette de l'État s'alourdit, ou le Collectif est malmené, ne devrait-on pas trouver des solutions dans chaque individu et revaloriser le citoyen en tant que tel ?

Une solution pourrait être que chaque citoyen ait la possibilité de participer à la vie d'une association d'aide à la personne de son choix. Les seniors au même titre que les actifs et les jeunes pourraient donner de leur temps pour aider. Pour cela, il pourrait être envisagé une réduction d'impôt, un crédit d'impôt ou un aménagement de leur temps de travail facilitant la prise de participation. Les personnes en recherche d'emploi ou en reconversion pourraient également réaliser des stages en entreprise mais également dans le milieu associatif.

Un parcours civique intégré dans le cursus scolaire pourrait être créé dès le plus jeune âge pour comprendre et apprendre de notre collectivité. Les enfants sont les prochains acteurs de la société, avec leur famille, ils sont la base de l'amélioration de la société.

Bien sûr, l'économie de certains s'en verrait modifiée, mais chaque bouleversement fait naître de nouveaux marchés et en perd d'autres. A ce jour, l'individu surconsomme, les industriels en profitent et les capitalistes se gonflent les poches. Ne conviendrait-il pas de limiter le versement des dividendes, d'abolir certains parachutes dorés ? De fiscaliser les transactions financières ? Ne devrait-on pas revenir à des valeurs plus saines et plus coopératives ?

En intégrant une partie d'une économie de partage et collaborative avec la création de jardins partagés qui valorise l'espace vert et permet aux citoyens de consommer local.

En tant que FM, nous avons aussi notre part de responsabilité pour améliorer la Société collective en mettant en œuvre, par nos actions, les valeurs humaines telles que le partage, la solidarité en étant exemplaire aux yeux des profanes comme entre nous. Le travail n'est pas fini...

Dans le monde d'après, comment appréhender la dimension sociale de l'individu ?

L'émergence de l'insécurité sociale et civile comme problèmes sociaux et politiques

D'anciennes et de nouvelles formes de solidarité surgissent. Nous assistons à la décomposition des anciennes formes de solidarité. A quelles conceptions et à quelles politiques donnent lieu les nouvelles formes de solidarité ? Les enjeux posés par la question sociale apparaissent d'autant plus inquiétants et complexe qu'elle s'adresse à une société qui a perdu la plupart de ses repères traditionnels et qui peine à s'orienter et à trouver une issue à ses difficultés : accroissement de la misère, précarité du monde ouvrier, cynisme d'un certain libéralisme, réactions violentes des anarchistes qui paraît d'autant plus redoutable qu'elle inquiète et déstabilise les élites et l'opinion publique. Pour revenir à notre situation actuelle et répondre à cette crise démocratique, climatique et autre, il nous faut trouver un futur nouveau ; l'économie de marché débridée est toujours là. Avant la crise, le consommateur avait écrasé le citoyen ; il faut abandonner le profit de la vie d'avant ; nous devons accepter d'autres réflexes pour plus de justice sociale car nous nous acheminons vers une catastrophe économique mondiale sans précédent. Un deuxième acte sera d'abord économique puis un troisième acte sera politique et social. Agissons avant qu'il ne soit trop tard !

L'Individu acteur dans la société

Différentes expériences démontrent que l'individu au sein d'un collectif amène à une réflexion significative, ce, grâce à la richesse des différences, des échanges productifs et l'émergence de propositions pragmatiques.

Des mesures peuvent être prises rapidement pour lutter contre le dérèglement climatique en agissant sur la pollution tout en mettant le citoyen au cœur du dispositif décisionnel.

Pour se faire il est proposé de :

Revenir à la production locale massive moins polluante en développant des partenariats avec les agriculteurs, illustrant ainsi le propos de Jean Michel Jancovici « raccourcir les distances entre le champ et l'assiette ».

En obligeant les supermarchés, hypermarchés... à placer en tête de gondole les produits locaux et proposer ainsi la vente de produits issus de la production locale, actuellement plus chers, mais qui à moyen terme devraient entraîner une réduction du coût pour le fabricant et le consommateur.

En obligeant le recrutement au niveau local quand les compétences dans le domaine spécifique existent. Ceci pourrait générer des emplois et pourquoi pas des vocations par l'octroi de subvention de

l'état aux nouvelles exploitations, artisans et/ou entreprises dont les activités sont liées aux énergies renouvelables ou limitant l'émission de gaz à effet de serre.

Cette enveloppe serait alimentée par le versement d'une partie de la taxe carbone et du reversement d'un euro symbolique prélevé sur le paiement des factures énergétiques autre que les énergies renouvelables.

En obligeant les personnes en fin de droit ou au chômage d'œuvrer au niveau local selon leurs possibilités et capacités (Rémunération par allocations ou indemnités de l'état moindre en fonction de la rémunération de leur main d'œuvre effective).

Réduire l'émission de gaz à effet de serre afin de limiter la pollution.

En obligeant les communes selon un seuil de nombre d'habitants déterminé (période estivale incluse) de mettre à disposition de leurs administrés des vélos et des pistes cyclables

En instaurant une journée nationale par an sans voiture

En refixant les priorités budgétaires de l'état sur l'énergie. Au lieu de rénover les installations obsolètes, financement des constructions alimentées par les énergies renouvelables. Mise en place d'un organe de contrôle sur le territoire national indépendant à l'instar du comité de régulation à l'énergie nommé par le gouvernement... en changeant le mode de désignation et en y incluant une représentation syndicale, associative, et citoyenne.

Cet organe ayant pour but la vérification des fonds alloués, l'engagement tenu par l'état en matière énergétique et environnementale.

Remettre le citoyen au cœur du collectif et du pouvoir décisionnel

En payant un euro symbolique d'impôt par chaque foyer, participant ainsi à la production de la richesse nationale.

En développant le système de votation comme en suisse hors missions régaliennes ...

En généralisant les conseils citoyens avec représentations aux conseils municipaux

En développant les référendums locaux (ou missions régaliennes)

En plaçant des urnes à idées, scellées, dans les mairies, ouvertes lors de conseils municipaux et débattus lors des prochains conseils.

Remettre le citoyen au cœur du collectif et du pouvoir décisionnel.

Revenir à une production locale massive moins polluante en incluant une participation active de la population locale.

L'existence individuelle et l'existence sociale

L'individu dans la démocratie et dans la dictature

Pareillement au cas de l'individu, la question de la liberté et de la souveraineté de groupes liés au niveau culturel, aussi bien que de nations en entier, reste aussi importante. C'est plus qu'un problème moderne, il est aussi tourné vers l'avenir. Un bon exemple reste l'avenir de l'Europe Unie. Il en existe deux tendances opposées – l'une c'est de rester dans l'Europe commune avec un gouvernement pour tous et même une seule armée. Et dans ce cas, le problème de la particularité ou de l'indépendance économique et culturelle, aussi bien que l'identité nationale et patriotique, reste la question exigeant le consensus en dehors des idéologies. En somme – l'union de l'individu et de la société c'est l'indépendance et la corrélation. Cette question peut être illustrée par l'exemple du ruban de Möbius, connu de la science. Il est simple et a deux faces, c'est-à-dire qu'il a deux plans, qui sont « les deux faces de médaille ». Si nous supposons que l'un des plans est un individu et l'autre est la société, (ou l'un c'est la nation et l'autre c'est la communauté des nations, c'est-à-dire des cultures), ces deux parties resteront séparées pour toujours. Cependant, si on tourne les pointes à 180 degrés, on obtient un seul plan qui est commun aux deux, où il n'y a pas de contradictions.

La question consiste à trouver la méthode pour unir ces deux pointes pour qu'elles deviennent une unité infinie, en gardant ses droits et ses propriétés. La réponse est probablement dans la reconnaissance mutuelle, la compréhension et la tolérance, mais aussi dans une responsabilité unique et collective pour nous-mêmes et pour les autres.

Comment améliorer la prise de conscience de la dimension citoyenne de chaque individu dans une dimension plus globale pour construire une humanité plus juste et plus éclairée ?

Comment développer développer la fraternité universelle ?

Comment entretenir et renforcer notre sentiment d'appartenance à la même société, comment des individus accèdent-ils à la citoyenneté ?

Il semble indispensable de repenser le jour d'Après, avec une organisation qui permet de (re)construire du lien entre les individus et ainsi faire société. Dès l'enfance, il est important de favoriser les rencontres et les échanges de milieux divers pour développer la connaissance de l'autre, la tolérance, le respect mutuel, la bienveillance... La citoyenneté s'acquiert dès le plus jeune âge, et se cultive tout au long de la vie : "C'est le temps que tu as perdu pour ta rose qui fait ta rose si importante."

Du petit prince à Aragon, "Rien n'est jamais acquis à l'Homme". La citoyenneté se décline en actes, de telle sorte que les actions individuelles s'intègrent dans une dynamique collective qui favorise la cohésion sociale.

Finalement, c'est la somme de tous les actes quotidiens qui donne du sens à l'esprit de fraternité qui doit animer chaque citoyen. Renforcer la citoyenneté, c'est permettre d'accéder au sentiment de reconnaissance et d'appartenance à la République.

L'individu devient citoyen en inscrivant ses propres actions dans une démarche collective. Pour garantir la cohésion sociale, cet engagement doit être encouragé et reconnu tout au long de la vie. Stage citoyen, obligations citoyennes, devoir citoyen : à tout âge, il faut cultiver la fraternité.

Une humanité plus riche et plus éclairée

La recherche d'une humanité plus juste et plus éclairée nous est chère, et est souvent mise à mal par des individus, plaçant leur individualisme personnel au-dessus de l'importance de la citoyenneté et de l'intérêt collectif. Si nous voulons améliorer la prise de conscience citoyenne avec des actions concrètes et applicables sans trop d'impact, il nous semble que l'amélioration de l'éducation, au travers notamment de l'apprentissage pratique de la solidarité, la participation volontaire ou aidée du citoyen en cas de crise, ainsi que la mise en place de sanctions utiles et solidaires seraient des actions qui amèneraient des résultats probants à court terme.

Dans le respect de la Constitution qui exprime en son article premier l'égalité totale entre les hommes, donner véritablement la parole aux citoyens en élaborant une structure légale qui soit contraignante pour l'exécutif. Cette Assemblée Citoyenne du Futur serait le réceptacle des propositions des citoyens qui mènerait à la conception de plans de relance justes, durables et écologiques.

Améliorer la prise de conscience citoyenne

L'enseignement et la fraternité au service de la conscience citoyenne

La prise de conscience citoyenne doit passer par le questionnement de soi depuis le plus jeune âge. Le « si j'étais l'autre » devrait nous pousser à agir mieux, pour tous, et par extension pour la planète et l'humanité. Nous défendons des causes qui semblent « universelles » à certains d'entre nous, mais d'autres se demandent si elles le sont vraiment.

Il faudrait réapprendre la morale de la République aux plus jeunes et rappeler tout au long de la vie des phrases centenaires qui peuvent paraître ridicules et désuètes comme des maximes ou des règles de morale. Certains considèrent que l'enseignement de la religion pouvait contribuer à assoir la morale. Mais d'autres pensent que les religions ont surtout travaillé à asservir les esprits et à justifier des massacres et des tortures. Et que la morale républicaine devrait prévaloir sur les prescriptions religieuses.

Jadis, le professeur lisait et expliquait chaque jour une maxime, un proverbe ou une leçon de morale. Ce serait un bon moyen de bénéficier des sages paroles que nous ont transmises nos prédécesseurs, ceux qui ont déjà réfléchi aux mêmes problèmes que nous et qui ont essayé de nous transmettre une part de vérité, comme les philosophes. Par exemple :

Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit. Tu aimeras ton prochain comme toi-même. Il n'y a pas d'autre commandement plus grand que ceux-là.

Et enfin tout est résumé dans la maxime :

Aimez-vous les uns les autres.

Il faudrait réapprendre la morale de la République aux plus jeune, dès l'école.

Citoyenneté, démocratie, populisme

Élections législatives à mi-mandat des élections présidentielles, instauration d'un nouveau droit de pétition national et local, instauration d'un référendum local d'initiative citoyenne

Des élections législatives à mi-mandat des présidentielles permettant aux citoyens de conforter la politique mise en œuvre par le président ou de lui lancer un avertissement, voir même de le sanctionner en lui imposant le cas échéant un changement de majorité ; un tel système dont nous avons déjà l'expérience, en ce compris les cohabitations, permettrait de réaffirmer une réalité démocratique, de rendre à l'assemblée nationale la plénitude de sa fonction et aux citoyens de participer effectivement à la vie politique au cours du mandat présidentiel.

Un véritable droit de pétition au plan local et national avec des conditions de recevabilité simplifiées, ouvert à tous les citoyens âgés de plus de 15 ans, la pétition devant être alors, de plein droit, mise en ligne sur un site dédié et devant recueillir un nombre de signatures de 5 % des électeurs inscrits au cours d'une période de l'ordre de 3 mois, (en ce compris les citoyens âgés de 15 à 18 ans ne disposant pas du droit de vote) ; la pétition devrait alors automatiquement faire l'objet d'un examen public par l'assemblée délibérante concernée, en présence d'au moins 10 auteurs de la pétition.

Un référendum local d'initiative citoyenne décisionnel dès lors qu'une pétition recueille la signature de 20 % des électeurs inscrits et un taux de participation qui pourrait être de 35 % pour qu'il soit décisif.

Citoyenneté : pour une République décentralisée

Des régions fortes pour une République réenchantée

Une piste actuellement proposée par plusieurs Présidents de régions est celle d'une Assemblée régionale unique, qui remplacerait conseil régional et conseils départementaux. A terme, les départements pourraient être appelés à disparaître, en revanche, un échelon qui pourrait être celui du « pays » serait utile entre les communes et les régions

L'essentiel reste bien de donner aux régions – ou du moins à celles qui le souhaitent - un vrai pouvoir normatif et administratif. Ainsi, une large partie des directions régionales ou départementales actuellement sous l'autorité du préfet, représentant de l'Etat, devraient être transférées aux régions, avec les moyens financiers afférents.

Le principe de subsidiarité sera pleinement appliqué : si les fonctions régaliennes – police, justice, défense, diplomatie...- restent les prérogatives du pouvoir central, et doivent être maintenues voire renforcées en excluant tout transfert de compétence au secteur privé, les autres fonctions relèvent de la compétence des régions, ce qui implique la faculté qui leur est alors reconnue de lever l'impôt. En résumé, l'échelon régional est reconnu avec ses fonctions de plein exercice et sa fiscalité autonome. Un système de péréquation devra toutefois permettre de corriger les inégalités entre des régions aux niveaux de ressources différents.

Cette indispensable réforme régionale contribuerait à rétablir la confiance entre les citoyens et leurs élus, et au-delà à réenchanter l'espérance républicaine, en assumant les notions de diversité, de pluralité, de multiculturalisme.

La dimension culturelle doit évidemment être au cœur de cette réforme régionale : faut-il rappeler par exemple que la France reste la seule -avec la Turquie ! - à ne pas avoir signé la Charte européenne des langues dites minoritaires ?

Et l'on ne fera pas l'économie d'engager un vaste débat sur les statuts des « départements » et « territoires » d'Outre-mer, où la question de la décentralisation, de l'autonomie, du fédéralisme, se conjugue avec celle du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Face à la globalisation, à la mondialisation, aux nationalismes, à la hiérarchisation des cultures, aux identités exclusives et de rejet, l'enjeu est de construire une République enfin moderne, humanisme, fraternelle, qui reconnaisse dans leur universalité les principes de la diversité et des identités plurielles et additives.

Faire de l'échelon régional celui d'une autorité de plein droit sur les fonctions autres que régaliennes, et lui accorder la capacité à lever l'impôt correspondant

Individu versus société ou Citoyen versus République ?

Les comportements solidaires individuels ne peuvent être durablement stimulés qu'au sein d'une société elle-même solidaire : l'injustice sociale et les discriminations de tous ordres sont des réalités contre-productives incompatibles avec notre tryptique républicain. Les questions posées à notre société par la COVID n'ont pas changé, Les chantiers que doivent porter les FM non plus : Défendre et promouvoir les êtres humains comme fin et non seulement comme moyen. La réponse de la société dans son ensemble à la crise de la Covid, est une opportunité, parmi d'autres pour pousser plus loin les utopies qui sont les nôtres.

Les FM ont le devoir de porter un regard et un discours d'espérance ; subissons, gémissons, mais, in fine, toujours espérons. Les changements profonds de l'Homme et de la société qu'exigent nos utopies se font au niveau des idées et nécessitent de la progressivité donc du temps. Notre société a elle encore du temps pour cela ?

La crise de la Covid actualise s'il en était besoin, l'exigence d'œuvrer à une société meilleure, c'est-à-dire civiquement plus solidaire ; citoyenneté et civisme sont les fondements de l'universalisme républicain défendu par les FM. Ceux-ci ont le devoir de poursuivre l'œuvre entreprise, qui exige de se connaître toujours mieux soi-même, et de participer au débat citoyen afin de porter au dehors ce qu'ils ont appris.

République et institutions – Solution de la société post covid

Le besoin de relance économique post Covid, ne pourra masquer durablement l'aspiration des citoyens à une démocratie plus attentive et plus participative. Rien cependant qui ne soit impossible dans le cadre institutionnel tel que le définit actuellement la Constitution, qui permet toutes les audaces sous réserve de validation démocratique. La « démocratie » d'opinion, telle qu'imposée par le fonctionnement toxique des réseaux sociaux et l'anonymat, devra laisser la place à une culture de la responsabilité, de l'engagement et de l'exigence.

L'idée républicaine ne pourra vivre et se perpétuer que portée par l'élan irrépessible de citoyens éclairés.

Sur le plan social notre République permet de donner une marge de manœuvre territoriale sachant que chaque région ne s'expose pas aux mêmes risques. Donnons cette possibilité d'organisation territoriale.

Une décentralisation du pouvoir avec des domaines de compétences plus importants doit être donnée aux collectivités. Avec des rôles clairement définis au risque d'une sclérose des capacités de réactivité en cas de crise majeure.

Sur le plan démocratique il est essentiel de faire respecter les résultats du suffrage universel direct. Les contestations doivent être saines et constructives mais les représentants élus par le peuple doivent pouvoir gouverner comme ils l'ont annoncé dans leur programme. Le principe de l'élection démocratique est vital à la survie et au maintien de notre République.

Bref, Un projet fondamentalement maçonnique, pour l'homme et la société

Le maintien de l'État de droit par le gouvernement et l'ensemble des élus de la République. La décentralisation des pouvoirs pour une réactivité territoriale adaptée à la société. Le respect des résultats démocratiques pour le fonctionnement de notre société. Enfin, il est primordial de continuer à nous battre pour les principes Républicains afin de les défendre contre les ennemis de la République.